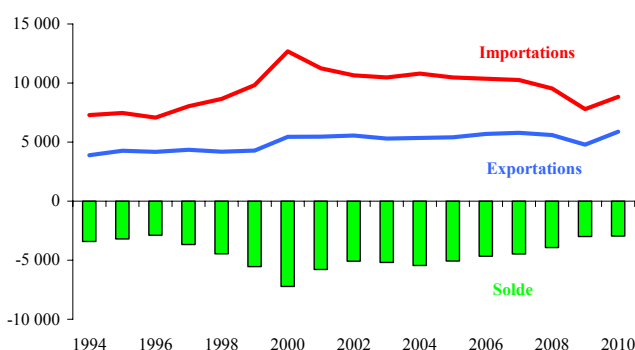




Le déficit structurel avec le Japon se réduit

En perte de vitesse depuis dix ans, les échanges franco-japonais représentent une faible part des importations et exportations françaises. Le traditionnel déficit de la France vis-à-vis du Japon, qui atteignait -7,2 milliards en 2000, se réduit à -3,0 milliards d'euros en 2010. Deux raisons expliquent ce résultat : d'une part, le dynamisme des exportations pharmaceutiques (+12,4 % par an), et d'autre part, une baisse continue des importations, notamment de produits informatiques et électroniques, la Chine étant devenue notre principal fournisseur. Pour autant, le Japon reste un fournisseur incontournable dans certains domaines : moteurs hors-bord, motos, matériel de photographie, certains composants électroniques...

Evolution des échanges commerciaux avec le Japon (en millions d'euros)



Source : Douanes (Données CAF/FAB brutes, estimées)

Une place plus modeste dans les échanges de la France

Les échanges entre la France et le Japon sont relativement peu dynamiques et déséquilibrés, à l'avantage du Japon. Depuis quinze ans, on peut distinguer deux périodes distinctes d'évolution des échanges. Entre 1994 et 2000, les importations croissent de +9,7 % par an en moyenne, alors que les exportations sont relativement stables autour de 4 milliards d'euros. Le déficit structurel de la France avec le Japon s'amplifie alors et atteint -7,2 milliards d'euros. Depuis 2000, compte tenu de l'atonie de la demande intérieure japonaise, la croissance des exportations reste faible (+0,8 % en moyenne annuelle). Mais les importations se replient de -3,5 % par an, sous l'effet notamment de l'implantation d'entreprises japonaises dans d'autres pays d'Asie. Au total, le déficit se réduit, retrouvant en 2010 son niveau du milieu des années quatre-vingt-dix (-3,0 milliards d'euros).

La baisse prononcée des échanges franco-japonais provoquée par la crise financière en 2009 n'a pas eu d'effet durable : en 2010, dans un contexte économique de relance au Japon et de renchérissement du yen, les exportations progressent de +22,9 %, retrouvant ainsi leur niveau d'avant crise.

Le Japon n'occupe désormais qu'une place relativement modeste dans les échanges de la France : c'est son 13^{ème} client et 11^{ème} fournisseur. Bien sûr, compte tenu de l'éloignement géographique, les relations franco-

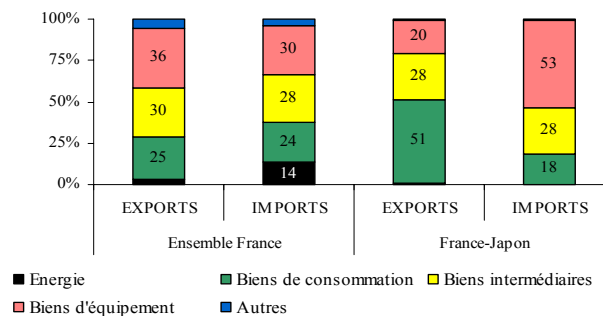
japonaises passent également par d'autres canaux, notamment l'investissement direct : selon une enquête de l'INSEE, 315 filiales de groupes français (hors banques et assurances) sont installées au Japon et réalisent un chiffre d'affaires de 8,4 milliards d'euros en 2007, soit un montant une fois et demi supérieur à celui des exportations françaises vers ce pays. La France est le troisième investisseur étranger au Japon, après les Etats-Unis et les Pays-Bas.

Par ailleurs, les entreprises japonaises délocalisent leurs activités d'assemblage, ce qui les conduit à exporter à partir d'autres pays d'Asie. De ce fait, la part de l'Asie dans les échanges du Japon ne cesse d'augmenter (56 % de ses ventes et 52 % de ses achats en 2009, contre respectivement 42 % et 43 % en 1994), alors que celles des Etats-Unis (deuxième partenaire commercial) et de l'UE déclinent.

Un débouché important pour les produits de luxe

Par certains côtés, le commerce France-Japon est typique des relations entre pays avancés : peu d'échanges de produits primaires (minerais et produits agricoles), beaucoup d'échanges intra branches (c'est-à-dire portant sur des produits relevant de la même activité), notamment dans l'automobile, les machines et équipements, la chimie et pharmacie.

Structure des échanges en 2010 (en pourcentage)



Source : Douanes (Données CAF/FAB brutes, non enrichies)

Mais la spécialisation des deux pays reste pourtant assez différente : le Japon fournit essentiellement à la France des biens d'équipement, tandis que la France exporte au





Japon beaucoup de biens de consommation, notamment des produits de luxe.

Dans cette dernière catégorie, figurent notamment les articles de voyage et sacs à main, les parfums et cosmétiques, les articles d'habillement, ainsi que la bijouterie et joaillerie. Les produits du terroir (vins, cognac, fromage) sont également bien placés sur le marché japonais. Toutefois, les ventes de boissons, d'articles de voyage et d'habillement, sont en perte de vitesse depuis 2002.

La pharmacie, atout essentiel de la France

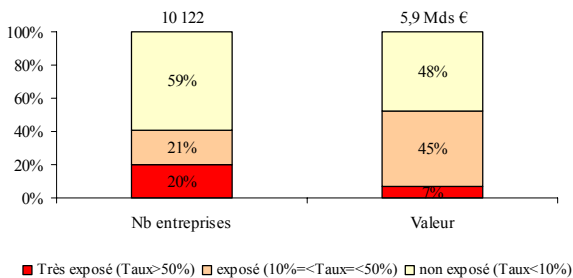
Outre les produits de luxe, la France exporte surtout vers le Japon des produits à fort contenu en innovation (pharmacie, chimie, aéronautique, automobile), où le savoir-faire et la qualité sont essentiels.

Si les livraisons aéronautiques sont en perte de vitesse, les ventes françaises sont soutenues par la pharmacie, très dynamique, avec une croissance de +12,4 % par an, au cours des quinze dernières années, contre +2,2 % pour l'ensemble des exportations vers le Japon. Le poids de la pharmacie a ainsi quadruplé, passant de 4 % des exportations en 1995 à 16 % en 2010, de sorte qu'elle devient ainsi le premier atout de la France au Japon.

Les exportations de produits chimiques, en deuxième position (avec un poids de 12 %), sont également orientées à la hausse, même si elles ont connu un trou d'air en 2009, dans un contexte de récession économique mondiale. Elles sont très liées à la pharmacie, puisqu'une partie importante est constituée de produits chimiques utilisés pour la fabrication de médicaments. S'y ajoutent des ventes importantes d'uranium (186 millions d'euros).

En 2010, 10 122 entreprises exportent vers le Japon. Compte tenu de l'éloignement et de l'importance des coûts fixes à supporter, elles sont souvent de grande taille ou adossées à des groupes multinationaux : 9 % d'entre elles emploient plus de 250 salariés, contre 3 % pour l'ensemble des exportateurs français. Les plus petits de ces exportateurs sont parfois très dépendants du marché japonais. Pour plus de 2 000 entreprises, le Japon assure ainsi plus de 50 % des débouchés à l'exportation, notamment s'agissant des articles de voyage, sacs à main, ou boissons.

Taux de dépendance des exportateurs au marché japonais en 2010



Guide de lecture : 20 % des entreprises sont très exposées à l'exportation, c'est-à-dire que plus de 50 % de leurs ventes à l'étranger sont à destination du Japon.

Source : Douanes (Données CAF/FAB brutes, non enrichies)

Des achats français concentrés sur quelques produits

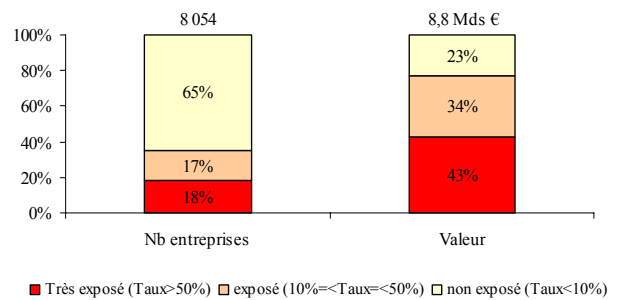
Les ordinateurs et équipements périphériques qui constituaient 15,3% des achats de produits japonais en 1995, n'en représentent plus que 3,4 % en 2010. Le Japon a en effet délocalisé une partie de l'assemblage de ces produits dans d'autres pays asiatiques (notamment la Chine), qui les exportent directement. Même s'il n'est pas possible de le mesurer, il est probable que les produits informatiques, électroniques et optiques importés de Chine par la France (11,4 milliards d'euros) aient un fort contenu en composants japonais.

Les achats d'automobiles se placent dorénavant au premier rang, d'autant qu'ils ont repris avec les dispositifs de primes à la casse mis en place après la crise. Les importations d'équipements automobiles progressent également, occupant la troisième place au détriment des composants électroniques et du matériel électrique.

Un examen plus fin de la spécialisation du Japon montre qu'il dispose d'avantages importants pour certains produits très spécifiques (notamment des moteurs pour machines industrielles, bateau et motoculteur, des cartes et composants électroniques, des matériels pour vidéo et photographie, des consommables informatiques). Du fait de ces avantages, certaines entreprises en France peuvent être fortement dépendantes des importations originaires du Japon.

Parmi les 8 054 entreprises effectuant des achats au Japon, environ 1 500 en sont très dépendantes, plus de 50 % de leurs importations venant de ce fournisseur. Elles assurent 43 % du total des importations de la France en provenance de ce pays.

Taux de dépendance des importateurs aux fournitures japonaises en 2010



Guide de lecture : 18 % des entreprises sont très exposées à l'importation, c'est-à-dire que plus de 50 % de leurs achats à l'étranger sont originaires du Japon.

Source : Douanes (Données CAF/FAB brutes, non enrichies)

En revanche, les importations de produits agricoles et agro-alimentaires ne constituent qu'une très faible part des achats au Japon (0,6 %). Ils ne sont significatifs que pour quelques produits particuliers : sauce de soja, coquilles Saint-Jacques, certains alcools ou bières, thé vert.